

GROUPE DE TRAVAIL HALVING GLOBAL VIOLENCE

GENÈVE, 12 ET 13 SEPTEMBRE 2022

Rapport de la
deuxième réunion

1. Introduction

Convoqué par les **Pathfinders pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives** – un groupe de 43 États membres, avec des organisations internationales et la société civile – **Halving Global Violence** (HGV) s'appuie sur les meilleures preuves disponibles et sur la conviction qu'il est urgent et possible de tenir la promesse de l'ODD 16.1, le mandat de la communauté internationale sur la réduction de la violence mondiale d'ici 2030.

Le Groupe de travail Halving Global Violence (HGV) – le groupe de pilotage politique et stratégique de l'initiative – est dirigé par cinq États membres au niveau ministériel (coprésidents du Costa Rica, de la Corée, du Libéria, de l'Afrique du Sud et de la Suisse). Le groupe comprend également 15 membres de diverses agences des Nations Unies (RSSG Violence Against Children, OMS, PNUD) et des chefs d'organisations de la société civile thématiquement et géographiquement diverses (Instituto Igarapé, ACCORD, Small Arms Survey, End Violence Against Children). En outre, dix experts-conseils servent de « brain trust » du groupe de travail en matière de politiques et de recherche. En outre, l'Équipe spéciale compte des représentants de jeunes leaders très visibles et deux initiatives, **Peace in Our Cities** (PIOC) et le **Gender Equality Network for Small Arms Control** (GENSAC), qui assurent l'enrichissement mutuel avec les domaines de la violence urbaine et du leadership urbain, et du contrôle des armes légères et de l'égalité des sexes, respectivement.

Les 12 et 13 septembre 2022, en collaboration avec l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (IG-TOC) et le gouvernement de la Suisse, les Pathfinders ont organisé la deuxième réunion du Groupe de travail à Genève – sa première réunion en personne à la suite d'une réunion initiale virtuelle déterminée par la pandémie « à » **Wilton Park** en juin 2021. Le présent rapport offre un bref résumé de ces discussions, ainsi que les prochaines étapes des efforts de l'Équipe spéciale. Comme les discussions ont été menées en vertu de la règle de Chatham House, les contributions des participants ne sont pas identifiées individuellement.



Sur la photo (de gauche à droite) : Mark Shaw, directeur du GI-TOC ; S.E. Patricia Danzi, Directrice Générale de la Direction du Développement et de la Coopération de la Suisse ; Sarah Cliffe, Directrice du Center on International Cooperation ; S.E. Lindiwe Zulu, Ministre du Développement Social de l'Afrique du Sud. En arrière-plan : Daniel Mack, Directeur de Programme, Halving Global Violence, Pathfinders/CIC ; Bojan Francuz, Responsable de Programme, Pathfinders/CIC.

2. Contexte

En 2021, Le Groupe de travail Halving Global Violence (HGV) a été créée, **convoquée** pour la première fois et **lancée** publiquement. Il a diffusé une **déclaration** soulignant la primauté de la réduction de la violence dans la période encore insaisissable « post-pandémie », et a été mis en lumière dans le SG des Nations Unies Notre **programme commun**. S'appuyant sur ces premières pierres angulaires, le Groupe de travail s'est tourné en 2022 vers un ensemble concret de solutions de réduction de la violence et de recherches orientées vers l'action, à cristalliser dans son **rapport phare**. Le rapport, qui suit les traces des Grands défis des Pathfinders en **matière de justice** et **d'inégalité**, devrait être publié à la fin de 2023.

La réunion initiale du Groupe de travail a convenu que la violence urbaine et interpersonnelle – en particulier sous l'angle du genre et des masculinités – devrait être une priorité essentielle, et les consultations subséquentes ont ajouté une demande des membres du Groupe de travail d'apporter des preuves sur les « coûts de la violence » et l'analyse de rentabilisation de l'investissement dans la réduction de la violence. Les consultations ont également suscité des demandes d'engagement dans des expériences locales et nationales pratiques, en cherchant à réduire rapidement la violence et à obtenir des progrès en matière de développement dans certains contextes locaux susceptibles d'apporter des enseignements aux discussions internationales sur les politiques.

Pour ses premières discussions en personne à Genève, l'Équipe spéciale a donc défini trois objectifs principaux, qui avaient été examinés et préparés au préalable dans le cadre de trois réunions virtuelles informelles de l'Équipe spéciale entre avril et juillet 2022, ainsi que de discussions avec des organisations sises à Genève :

Discuter des leçons tirées des initiatives nationales et locales de politiques **et de programmes pratiques** ;

Présenter et discuter d'une étude de base sur l'**analyse de rentabilisation de la réduction** de la violence, en convenant des prochaines étapes pour s'assurer que ce travail sur les « coûts de la violence » peut aider à générer des changements pratiques dans les discussions sur le budget national et entre les partenaires de développement ; et

Concevoir et approuver les priorités de recherche des poids lourds, **y compris un aperçu du rapport phare 2023**, en mettant l'accent sur les solutions pratiques et les premiers résultats des initiatives pilotes et de la recherche sur les « coûts de la violence ».

En outre, lors de réunions séparées, les Pathfinders et certains membres de l'Équipe spéciale ont cherché à **engager l'écosystème de la paix de Genève** dans une conversation bidirectionnelle, en cherchant des moyens par lesquels les poids lourds peuvent contribuer aux efforts actuels et en recevant des commentaires et des conseils d'un large éventail d'organisations et d'experts.

3. Leçons apprises aux niveaux national et local

Plusieurs expériences pratiques importantes ont été discutées lors de la réunion, y compris des expériences nationales en Afrique du Sud et en République démocratique du Congo, et des initiatives locales au Brésil et en Colombie. Les principaux enseignements tirés sont les suivants :

- La nécessité de faire de la réduction de la **violence centrée sur les personnes** – des améliorations dans la vie quotidienne des gens – un élément central du rapport phare du Groupe de travail.
- Les risques croissants posés par la violence urbaine sur tous les continents et le rôle que jouent les **dynamiques de genre et les normes de masculinité** qui glorifient la violence dans les tendances de la **violence**.
- Ce **succès est possible** – comme l’a montré une plongée profonde dans Pelotas (Brésil) où les homicides ont été réduits de plus de 80% en 5 ans. Les expériences nationales couvertes en Afrique du Sud, en Colombie et en RDC ont également montré le potentiel d’une réduction rapide de la violence conformément à l’objectif du Le Groupe de travail Halving Global Violence (HGV). Les expériences en Afrique du Sud, dans les villes colombiennes et en RDC ont mis en évidence que les progrès peuvent également être soumis à des revers et à des **retombées des zones voisines**, et que des approches globales impliquant des stratégies de sécurité et de maintien de l’ordre, ainsi que des interventions sociales et économiques, y compris une collaboration étroite entre les niveaux national et local, sont nécessaires.
- L’expérience de l’Afrique du Sud a mis en évidence l’importance de données et de **preuves transparentes et précises sur la violence, et** les participants ont convenu que **le leadership politique** est crucial à cet égard. Les dirigeants doivent accueillir favorablement les données et les preuves, même lorsque cela est parfois gênant à court terme, s’ils veulent faire une brèche dans le problème. Soutenir le leadership politique et fournir les bons incitatifs aux dirigeants s’applique aux niveaux communautaire, municipal et provincial, ainsi qu’à l’échelle nationale. Ces efforts dépendent du dialogue et de l’intégration avec les acteurs locaux qui comprennent les communautés, parlent leurs langues et ont la confiance des citoyens.
- L’expérience de la RDC a soulevé les difficultés dans certains contextes de **séparation trop rigide de la violence urbaine et des conflits civils ou communautaires, et la** nécessité d’adopter une approche pragmatique des catégories.
- Les participants ont soulevé la question du **rôle du secteur privé**, tant négatif que positif, dans les efforts de réduction de la violence. Des exemples locaux de participation positive du secteur privé ont été donnés.

Il y a eu un débat approfondi sur la **nécessité d’établir un lien entre les efforts locaux et nationaux et d’examiner les liens avec les questions de politique mondiale**, telles que les drogues et les armes légères, qu’aucun pays ne peut résoudre seul. Ce dernier point a été fortement soulevé lors de toutes les séances de la réunion et est abordé plus loin.

4. L'analyse de rentabilisation de la réduction de la violence

PREUVE GLOBALE

Un rapport complet sur l'analyse de rentabilisation de la réduction de la violence a été présenté et discuté lors de la réunion. Voici quelques faits saillants :

L'ODD 16.1 couvre les **blessures et la perception de la sécurité, ainsi que les morts violentes**. L'ampleur de chaque problème est très différente, tout comme son incidence régionale et par sexe. Bien que l'attention du public soit, à juste titre, souvent portée sur les homicides, et que les États-Unis et une grande partie de l'Amérique latine occupent une place importante à cet égard, la violence non létale est encore plus répandue dans le monde,

Bien que les données présentent des lacunes importantes et des problèmes de qualité, les données montrent que trois types d'intervention peuvent fonctionner : les interventions individuelles, telles que le conseil psychologique ; les initiatives communautaires, telles que **la liaison entre les dirigeants communautaires et les forces de sécurité ; et les politiques nationales, telles que la lutte contre les armes à feu.**

avec de graves répercussions pour les survivants. Des taux élevés d'agressions caractérisent de nombreux pays, tandis que la douzaine de pays ayant les taux les plus élevés se trouvent tous en Afrique subsaharienne. Des données ventilées par sexe ont été présentées montrant que les femmes sont souvent confrontées à des taux d'agression plus élevés que les hommes, ainsi qu'à des taux élevés de violence entre partenaires intimes (VPI), qui est vécue par environ une femme sur sept dans le monde chaque année. La peur de la violence est également prononcée, avec environ 30% des personnes craignant de marcher dans leur quartier la nuit, atteignant 88% chez les femmes en Afghanistan.

Bien que les données présentent des lacunes importantes et des problèmes de qualité, les données montrent que trois types d'intervention peuvent fonctionner : les interventions individuelles, telles que le conseil psychologique ; les initiatives communautaires, telles que **la liaison entre les dirigeants communautaires et les forces de sécurité ; et les politiques nationales, telles que la lutte contre les armes à feu.** Les stratégies les plus prometteuses et les plus rentables consistent à cibler des lieux, des personnes et des comportements spécifiques à risque, et à investir dans le changement des normes et des comportements au niveau communautaire et individuel, les interventions les plus réussies étant souvent intersectorielles ou à plusieurs volets. Les participants ont également évoqué les interventions culturelles, telles que les messages de changement de norme dans les « téléromans », en tant qu'approches nationales ou régionales efficaces.

Au cours de la discussion, **les participants ont fortement appuyé l'idée que le Groupe de travail mette l'accent non seulement sur les homicides, mais aussi sur les voies de fait, la violence entre partenaires intimes et la peur de la violence.**

Plusieurs participants ont noté que les **niveaux mondial et régional des politiques** étaient importants pour réduire la violence locale. De nombreux problèmes, tels que la criminalité organisée, la politique en matière de drogues, les retombées des conflits, les déplacements massifs de population et les flux financiers illicites, ne peuvent être résolus au niveau national. Nous avons besoin de meilleures données probantes sur les politiques régionales et mondiales prioritaires et leur impact, ainsi que sur les politiques individuelles, communautaires et nationales mises en évidence dans le rapport « Business Case for Investment ».

À condition de tenir compte des politiques mondiales et régionales et des liens avec les conflits armés, on a continué d'appuyer l'accent mis sur la violence interpersonnelle, urbaine et entre partenaires intimes. Cela n'est pas seulement dû à leur prévalence et à leur universalité vis-à-vis de la violence liée aux conflits, mais aussi à la possibilité d'inscrire des mesures pratiques à l'ordre du jour international et national. Ces formes de violence ont des preuves relativement solides en termes de « ce qui fonctionne » et d'exemples de réussite à partir desquels s'appuyer. En outre, axer les futures recommandations politiques du Groupe de travail sur la réduction de la violence « centrée sur les personnes » pourrait être mieux à même de gagner du terrain politique dans des arènes de plus en plus fragmentées de l'ONU, car le concept est moins politisé aux yeux de nombreux États membres qu'un accent traditionnel sur les conflits.

Les participants ont convenu que les interventions de prévention – protection sociale, changement des normes et des comportements, législation dans des domaines clés – sont plus rentables que les interventions « après ». Pourtant, comme l'a fait remarquer un participant, « la prévention est difficile à justifier – ce qui attire l'argent, c'est la crise », de sorte que le travail de l'Équipe spéciale sur le « retour sur investissement » pour la prévention de la violence reste crucial.

Un participant a suggéré à l'accord général que les **Pathfinders pourraient servir de plateforme pour rassembler des données sur l'analyse de rentabilisation de l'investissement avec certains des grands organismes opérationnels**, tels que l'ONU et les banques multilatérales de développement, qui peuvent aider les gouvernements nationaux et locaux par des analyses, des conseils, le renforcement des capacités et l'investissement.

L'ENVIRONNEMENT MULTILATÉRAL ET INTERNATIONAL

Malgré la nécessité de redoubler d'efforts aux niveaux local et national, les participants ont également noté que ces efforts ne se font pas dans le vide. Au contraire, bon nombre des facteurs de violence dans le monde sont de nature mondiale, ce qui soulève **de** sérieux défis politiques quant à ce qui peut être réalisé localement si les vents contraires internationaux sont forts.

L'environnement multilatéral actuel ne montre aucun signe d'éphémère, et les tendances à l'autoritarisme accru, à l'érosion de l'état de droit et à la rupture démocratique récurrente sont extrêmement inquiétantes pour les niveaux de violence futurs. Les complexités engendrées par l'urbanisation croissante, la polarisation politique, les inégalités croissantes (au sein des nations et entre elles), le changement climatique et les schémas migratoires brouillent encore plus les cartes. Dans le contexte géopolitique, les perceptions divisées entre les pays et les régions sur l'invasion de l'Ukraine, y compris les préoccupations concernant la politique de deux poids, deux mesures et les effets de la crise alimentaire, énergétique et de la dette, limitent l'action multilatérale sur d'autres questions. Ces crises multiples, à leur tour, créent une perte de crédibilité dans le système multilatéral, compromettant sa capacité d'agir pour réduire la violence.

Cherchant des solutions à ces défis au niveau mondial, et peut-être inspirés par le lieu de la réunion, plusieurs participants ont rappelé la « **Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement** » et la relative pénurie d'efforts internationaux similaires en matière de normes ou de plaidoyer. Certaines des leçons tirées du processus de la Déclaration de Genève sont toujours valables, telles que la prise de conscience que « vous n'avez pas besoin de consensus, seulement d'une masse critique » et la nécessité d'agir à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'ONU. En tant que tel, il est essentiel de trouver des moyens créatifs de lier la réduction de **la violence mondiale à notre programme commun du Secrétaire général des Nations Unies et à son « Nouvel agenda pour la paix », et de rechercher des « accroches » dans les prochaines étapes multilatérales telles que le Sommet des ODD et le « Sommet du futur ».**

Les participants à la réunion ont examiné en particulier la **relation entre l'analyse du futur rapport phare et d'autres formes de violence qui sont instables à l'heure actuelle, y compris les troubles sociaux dus aux chocs économiques et à la hausse de l'inflation, ainsi que les conflits civils et interétatiques.** Les membres ont encouragé le secrétariat à suivre de près l'évolution de ces risques, mais à continuer néanmoins de mettre l'accent sur les problèmes quotidiens de violence interpersonnelle, urbaine et entre partenaires intimes, centrés sur les personnes. L'Équipe spéciale devrait également signaler qu'il s'agit d'un processus qui se poursuivra jusqu'en 2030 et, bien que le rapport phare se concentrera sur ces formes de violence, d'autres liens avec un conflit plus large et la consolidation de la paix pourraient être abordés de manière plus centrale dans les travaux ultérieurs.

DÉBATS THÉMATIQUES : LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET MISE EN ŒUVRE D'UN CONTRÔLE DES ARMES LÉGÈRES TENANT COMPTE DES SEXO-SPÉCIFICITÉS EN TANT QUE PILIERS DE LA RÉDUCTION DE LA VIOLENCE À L'ÉCHELLE MONDIALE

En plus de discuter des défis et des perspectives de réduction de la violence aux niveaux local, national et international, les participants à la réunion du Groupe de travail se sont également penchés sur deux questions thématiques transversales qui traversent et relient tous les espaces géographiques susmentionnés : le **crime organisé et le contrôle des armes légères sensible au genre.**

Sous la direction du GI-TOC, les participants du Groupe de travail ont eu l'occasion de débattre de l'interaction entre la corruption, le crime organisé et la violence. Comme indiqué ci-dessus, les niveaux locaux de violence dans le monde sont intimement liés à l'infrastructure financière mondiale et à d'autres politiques internationales, telles que les sous-produits involontaires de la prohibition des drogues. À ce titre, la poursuite de l'action contre les flux financiers illicites, le trafic, les normes internationales sur les armes légères et la politique en matière de drogues est importante pour le succès des efforts locaux. **Les pays développés ont la responsabilité de faire avancer les stratégies et les politiques nationales qui influent sur la violence ailleurs. Les réponses de résilience communautaire au crime organisé, à la traite, à la corruption et à leurs liens avec la violence sont prometteuses, mais nécessitent une complémentarité avec les réponses nationales et mondiales.**

Dans les villes, lieu de la plupart des violences dans le monde, les **liens entre corruption politique** et violence sont particulièrement pertinents, les « entrepreneurs de la violence » (comme les milices dans le cas de Rio de Janeiro) prenant le contrôle des fonctions publiques (y compris par des moyens électoraux traditionnels) et prélevant des impôts sur la population, soustrayant certaines zones au contrôle de l'État et de la gouvernance démocratique. Alors que les réponses de l'État sont essentielles pour perturber et déraciner les modèles de gouvernance

pénale, des réponses fortes de l'État « *mano dura* » peuvent provoquer un cercle vicieux de violence. La violence doit être délogée mais remplacée par des améliorations de l'état de droit. « Vous ne pouvez pas simplement arrêter votre chemin pour sortir de ce problème. »

S'appuyant sur les expériences des membres du GENSAC présents, la réunion de l'Équipe spéciale a également discuté des **stratégies visant à faire progresser le contrôle des armes légères sensible au genre** en tant que vecteur d'efforts plus larges de réduction de la violence, qui, selon un participant, « sont plus politiques que techniques ». Un autre participant a fait valoir que, dans certains pays, la volonté politique existe, mais que les femmes sont aliénées de cette arène, considérée comme « un monde d'hommes », de sorte que le renforcement des capacités est essentiel pour intégrer les femmes. Dans le même ordre d'idées, la question des masculinités doit être abordée afin de changer les attitudes et de permettre une plus grande participation des femmes aux efforts de contrôle des armes légères. Un autre participant a suggéré que, bien que la participation des femmes dans ce domaine soit importante, elle ne devrait pas être considérée comme le seul indicateur de succès. Plutôt que des connaissances techniques, l'intégration doit être politique, les femmes menant des discussions concrètes sur la sécurité communautaire – des délibérations qui doivent être menées localement, et non dans des centres internationaux tels que Genève ou New York.

Ici aussi, la discussion sur **les possibilités internationales de faire progresser le contrôle des armes légères, au-delà des instruments et cadres existants des Nations Unies**, a été mise en avant, les participants suggérant que des programmes plus larges (engagements politiques plutôt que des instruments juridiquement contraignants) offrent plus de possibilités d'être ambitieux et potentiellement transformationnels. Plutôt que le « plancher » des plus petits dénominateurs communs fourni par des instruments tels que le programme d'action des Nations unies sur les armes légères et de petit calibre ou le traité sur le commerce des armes, nous devrions nous efforcer de trouver des instruments ambitieux qui peuvent faire avancer les choses vers des réglementations nationales et internationales appropriées sur les armes à feu.



Sur la photo (de gauche à droite) : S.E. Lindiwe Zulu, Ministre du Développement Social d'Afrique du Sud ; Daniel de Torres, Directeur de Small Arms Survey ; Farida Nabourema, Coordinatrice du Réseau GENSAC ; S.E. Irène Esambo Diata, Ministre Déléguée chargée des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables de la République Démocratique du Congo.

5. L'élaboration du rapport phare

Enfin, les participants à la réunion de Genève ont eu une discussion détaillée sur les grandes lignes et le processus de publication du rapport phare de l'Équipe spéciale sur les poids lourds. Le rapport sera l'aboutissement de la réflexion, de la recherche et des choix politiques faits par le Groupe de travail, et présentera un « menu » de recommandations politiques concrètes à la communauté internationale. Une fois publié à la fin de 2023, le rapport phare représentera un point de basculement, où Halving Global Violence (HGV) passera de la recherche axée sur l'action à la concentration sur les outils de plaidoyer et de communication nécessaires pour accélérer l'adoption des politiques et des programmes proposés.

En juin 2022, une consultation en ligne a recueilli les premières contributions du groupe de travail sur la structure et la substance du rapport phare. La consultation a débouché sur plusieurs recommandations et a été particulièrement éclairée par les présentations de l'équipe Pathfinders' Justice for All et End Violence Against Children sur leurs enseignements tirés de publications similaires. Parmi les recommandations des membres et partenaires du groupe de travail, les suivantes sont dignes de mention :

- Le processus d'élaboration d'un rapport phare doit être ouvert et inclusif, ainsi que réaliste en termes de paramètres existants (limités): calendrier, capacités, financement.
- Utilisez les ressources que vos partenaires et réseaux ont à offrir et comptez sur leur expertise.
- Considérez le plaidoyer et la communication (donc aussi l'audience et l'utilisation robuste des infographies) dès le départ : un rapport qui ne quitte jamais l'étagère de quelqu'un ne change rien.
- Soyez intentionnel avec des données claires, nouvelles et percutantes qui motiveront le public à agir.
- Aborder de nombreux aspects de la violence et explorer des façons novatrices d'aborder ces sujets, en réfléchissant à la nature intersectionnelle de nombreuses formes de violence.
- Souligner les progrès qui restent à faire alors que nous atteignons la moitié des ODD, mais avec un ton optimiste et orienté vers l'action.

Au cours de sa réunion en personne de septembre 2022, le Groupe de travail a consolidé davantage ces discussions, en faisant des choix concernant la **structure et le contenu du rapport phare** et en fournissant des éléments permettant au secrétariat des Pathfinders de produire un projet complet de plan, ainsi qu'un plan de travail de production pour le rapport, dans les semaines suivantes. Parmi les lignes directrices de base, mentionnons l'établissement que le rapport complet comptera environ 100 pages, sera rédigé dans un style accessible aux non-experts et comprendra à la fois un résumé de deux pages et une note de politique générale de 8 à 10 pages avec les principaux messages et les recommandations politiques distillées.

Le rapport aura un ton « oui, nous pouvons », en se concentrant sur les « points positifs » plutôt que sur le « côté obscur », présentant un **menu de choix / solutions politiques avec des** résultats connus, parsemé d'exemples concrets de mise en œuvre réussie entraînant une réduction significative de la violence, et devrait être traduit et diffusé en espagnol, Français et portugais.

Peut-être plus important encore, cela est envisagé comme **une recherche orientée vers l'action**, il sera donc impératif d'inspirer des actions concrètes, de stimuler les programmes et les politiques qui peuvent affecter directement les niveaux de violence sur le terrain. Il mettra en lumière le fait que nous avons une **masse critique** en termes d'ensemble de preuves et **d'expérience de « ce qui fonctionne » dans la réduction** de la violence, et fournira des recommandations concrètes sur la façon de l'utiliser. Enfin, le rapport présentera l'élan, les victoires et les exemples de progrès, alors que les messages positifs galvanisent, engagent et responsabilisent le public, leur donnant un sentiment d'action nécessaire.

Conformément à la structure générale, le rapport devrait comporter trois sections principales, entrelacées de « caractéristiques » ou de boîtes tout au long – celles-ci peuvent inclure des études de cas thématiques et géographiques telles que le lien entre le changement climatique et la violence, les jeunes en tant qu'acteurs du changement, le rôle des inégalités dans la conduite de la violence et les jeunes hommes en tant que victimes et auteurs de violence. Les grandes lignes du rapport, qui s'appuieraient de manière significative sur les « coûts de la violence » que Pathfinders est en train d'élaborer, se dérouleraient comme suit :

Table des matières

Introduction

Section I — Les coûts multiples de la violence (Le pourquoi)

- La prévalence de la violence
- Chiffrage de la violence

Section II — Ce qui fonctionne pour réduire la violence

Preuves et conclusions émergentes sur « ce qui fonctionne », mettant en évidence les moyens de surmonter les cloisonnements entre les différentes formes de violence

- Interventions individuelles et communautaires
- Réformes nationales
- Approches globales

Section III — Comment accélérer les progrès

- Mettre l'accent sur les formes de violence les plus répandues et les plus malléables (solutions connues, applicables et rentables), et recueillir et partager les résultats
- Approche intégrée entre les différentes communautés de pratique et les facteurs de risque qui se chevauchent/intersectionnels
- Liens mondiaux et points d'entrée à Notre agenda commun, Nouvel Ordre du jour pour la paix, Sommet des ODD, Sommet du futur

Résumé des recommandations, par intervenant

- Gouvernements nationaux
- Gouvernements locaux
- Organisations multilatérales (ONU, IFI et régionales)
- Société civile et défenseurs
- Secteur privé
- Acteurs philanthropiques

Tout au long du rapport, le rapport s'efforcera de montrer le **chemin entre le point médian de l'ODD 16.1** et la réalisation : attention à toutes les formes de violence, mais en particulier celles qui ont la plus grande prévalence et malléabilité (solutions connues, applicables et rentables), approches intégrées entre différentes communautés de pratique et facteurs de risque qui se chevauchent/intersectionnels, attention et ambition politiques accrues, et investissements financiers importants dans la prévention de la violence.

Pour l'avenir, les participants ont examiné les conséquences de la publication du rapport Phare, c'est-à-dire comment faire du rapport un **véritable outil pratique** pour mobiliser l'action locale, nationale, régionale et internationale, notant que le rapport doit être une plate-forme qui peut être « utilisée par les gens sur le terrain ». Certains participants ont estimé que le rapport devrait être **adapté de manière à mettre en évidence les différences régionales et à permettre des approches et des recommandations spécifiques pour différentes régions du monde**, y compris en boucle dans des organisations régionales telles que l'Organisation **des États américains et l'Union africaine**. Des consultations aux niveaux national et régional pourraient être utiles pour assurer une approche ascendante des recommandations, en veillant à ce que le rapport soit pertinent dans des contextes très différents.

Notant que **le « rapport papier » habituel peut, à certains égards, être désuet ou insuffisant, certains participants ont** suggéré diverses approches pour diffuser ses messages, y compris des infographies, des podcasts, des vidéos, etc. En tant que tels, les experts en communication et en médias devraient faire partie des délibérations dès le début, afin de cibler le public, tandis que les spécialistes du plaidoyer fourniraient des idées sur la façon de construire et de diffuser le rapport de manière à influencer les dirigeants et les décideurs. Il est important de noter que l'avènement des médias sociaux et des influenceurs a créé de nouvelles voies pour influencer les gouvernements et devrait donc être capitalisé. En fin de compte, le rapport doit remettre la réduction de la violence « sur le radar » de la communauté internationale, en en faisant un sujet central de l'agenda politique aux différents niveaux (local, national, régional, mondial) et être en mesure d'influencer les politiques publiques en encourageant l'action dans ce domaine.

6. La voie à suivre

Comme annoncé ci-dessus, le Groupe de travail a du pain sur la planche dans les années à venir, compte tenu à la fois de l'ambition des efforts et du calendrier réduit pour atteindre des résultats conformes aux ODD. Selon les mots d'un participant, « 2030, c'est bientôt ». À ce titre, les participants ont convenu de plusieurs prochaines étapes qui ouvriraient la voie aux efforts du Groupe de travail en 2023 :

- Au cours des prochaines semaines, le secrétariat des Pathfinders diffusera un plan modifié pour le rapport phare, en tenant compte des commentaires reçus sur la version présentée à Genève et d'autres orientations du Groupe de travail, en vue de disposer d'un « squelette » finalisé et convenu collectivement avant la fin de 2022. En outre, un plan de travail de production sera partagé identifiant les étapes pratiques et le processus pour relier le plan et le rapport phare final;
- La recherche sur les « coûts de la violence » – qui a été chaleureusement accueillie par les participants, en particulier compte tenu de l'utilité de rassembler des données sur différentes formes de violence – continuera d'être développée en tant qu'épine dorsale également pour le rapport phare, élargi sur la base des commentaires et des orientations de l'Équipe spéciale. En plus d'être potentiellement publié en tant que « document de travail », les principaux domaines d'extension au cours des prochains mois pourraient inclure des applications de l'établissement des coûts dans des contextes nationaux spécifiques, qui pourraient être appuyés par la sensibilisation des coprésidents au sein de leurs gouvernements et des institutions participantes de l'Équipe spéciale ;
- L'un des objectifs susmentionnés de la réunion de Genève (« Engager l'écosystème de la paix de Genève »), qui a été lancé par un dialogue riche et franc entre certains membres de l'Équipe spéciale et plusieurs organisations et experts représentant la communauté de la paix de Genève, coorganisé par la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix et le Geneva Cities Hub à l'issue de la réunion officielle de l'Équipe spéciale, continuera d'être poursuivi par d'autres consultations sur la façon dont les deux communautés pourraient découvrir des synergies et collaborer. Cela peut être fait en particulier en termes de relier les efforts locaux et municipaux aux conversations politiques mondiales, et de boucler la présence et l'expérience des organisations de consolidation de la paix sur le terrain avec le rapport phare sur les poids lourds ;
- Les Pathfinders envisageront d'appuyer à la fois un groupe de travail de l'Équipe spéciale sur les questions de politique internationale qui pourraient être mûres pour de nouvelles mesures ou des mesures renouvelées, telles que la discussion ci-dessus concernant les cadres de contrôle des armes légères, ainsi que des recherches sur le rôle du secteur privé dans les efforts de réduction de la violence ;
- D'autres consultations auront lieu pour donner suite à l'idée de soutenir les capacités nationales de prévention de la violence, en combinant les efforts des Pathfinders avec les agences opérationnelles des Nations Unies pour attirer l'attention sur la question, partager le message et aider les pays à renforcer leurs mesures en fournissant une assistance technique et en soutenant leur capacité à élaborer des plans nationaux de réduction de la violence ;
- Les coprésidents et les membres se sont félicités de l'intention du Gouvernement de la République démocratique du Congo de se joindre au groupe et de l'intérêt exprimé par la Colombie et le Timor-Leste ;

- Pour les prochaines réunions de l'Équipe spéciale, le Secrétariat poursuivra les consultations en cours avec les coprésidents et les membres afin de finaliser le calendrier des réunions de 2023, y compris éventuellement une réunion à l'automne, que l'Afrique du Sud a proposé d'accueillir, une réunion en marge du Sommet sur les ODD en septembre et les lancements à Genève et à New York pour le rapport phare fin 2023.

Dans l'ensemble, l'engagement et l'énergie manifestés au cours des délibérations ont donné l'impression claire, selon les mots d'un participant, qu'avec sa première réunion en personne, l'Équipe spéciale avait « escaladé une montagne, mais avait encore d'autres montagnes à gravir ». Les discussions à Genève, comme l'a suggéré un autre participant, ont peut-être fait passer le groupe de « déprimé » compte tenu de la dynamique et des niveaux de violence dans le monde, à « anxieux, mais ensuite engagé et réaliste, maintenant à un pas d'être optimiste », alors que nous examinons la voie à suivre.



En photo : Le groupe de travail Halving Global Violence, septembre 2022